

LA MORT DU PRÉSIDENT GABONAIS OMAR BONGO

Il laisse derrière lui une série d'affaires politico-judiciaires en France

La proximité et l'ambiguïté des relations qu'entretenait le président du Gabon, Omar Bongo, avec la France apparaissent au fil des affaires judiciaires dans lesquelles son nom a été évoqué, qu'il ait lui-même été partie ou qu'il ait seulement été cité dans la procédure.

L'ancienne juge française Eva Joly a estimé lundi 8 juin 2009 que s'il «avait bien servi les intérêts de la France», notamment par «la manne pétrolière», Omar Bongo n'avait pas «le souci de ses citoyens». Le Gabon, «c'est un PIB égal au Portugal» qui «construit cinq kilomètres de routes par an» et qui a «le taux de mortalité infantile parmi les plus élevés au monde», a estimé la nouvelle élue du Parlement européen sous les couleurs d'«Europe Ecologie». L'ancienne magistrate a instruit la tentaculaire affaire Elf et ses ramifications gabonaises. La disparition de Bongo, c'est la fin d'une vie à s'enrichir et à ruiner le Gabon. Un autocrate qui a détourné à son profit les richesses qui auraient dû profiter à son peuple.

L'affaire Elf ou le versement de commissions occultes

L'enquête ouverte en 1994 à Paris par la juge d'instruction Eva Joly met au jour les considérables «bonus» (commissions occultes) versés par la compagnie pétrolière française à Omar Bongo et à d'autres dirigeants africains afin de sécuriser ses approvisionnements. Outre ce mécanisme de corruption, l'enquête révèle l'existence de comptes domiciliés en Suisse, aux Etats-Unis et de sociétés immatriculées dans un paradis fiscal, autant de caisses noires destinées à faire financer, en retour, par les responsables africains, de somptueuses dépenses personnelles des dirigeants de la compagnie, des salaires de com-

plaisance versés à des proches du président Mitterrand ainsi que des subventions aux partis politiques français de droite comme de gauche.

Pour la première fois, le secret de Polichinelle du financement de la vie politique française par l'argent du pétrole africain était évoqué publiquement. Omar Bongo n'a jamais été ni partie ni témoin dans le spectaculaire procès qui, en 2003, puis en appel en 2004, allait aboutir au prononcé de lourdes peines à l'encontre des dirigeants d'Elf. Bien que protégé par l'immunité accordée aux chefs d'Etat, M. Bongo avait multiplié les pressions sur l'Élysée pour tenter d'enrayer une enquête qui étalait au grand jour de multiples opérations financières suspectes.

L'affaire Francesco Smalto et call-girls en mesure... d'accompagnement !

En pleine campagne présidentielle de 1995 en France, alors que s'opposaient Jacques Chirac et Edouard Balladur (Premier ministre à cette époque), le couturier Francesco Smalto fut jugé à Paris pour avoir procuré à Omar Bongo des call-girls accompagnant la livraison de costumes, pour un montant de 3 millions de francs par an.

«On s'était aperçu qu'une présence féminine facilitait les commandes», devait déclarer M. Smalto lors du procès, où il fut condamné pour «proxénétisme aggravé». Le dossier devint une affaire d'Etat lorsque la présidence gabonaise dénonça une «ignoble» agression «par

la droite française», liée à la présidentielle.

L'affaire «Noir silence» ou les péripéties de la «Françafrique»

En 2000, Omar Bongo s'est estimé offensé par le contenu du livre *Noir silence. Qui arrêtera la Françafrique ?*, de François-Xavier Verschave, qui le traitait de «dictateur criminel, corrompu et mafieux».

Aux côtés d'autres dirigeants africains, M. Bongo a porté plainte à Paris pour «offense à chef d'Etat étranger», un délit dérivé du «crime de lèse-majesté» de l'ancien régime et maintenu au nom des «bonnes relations diplomatiques».

Les trois plaignants ont été déboutés par une décision de principe. Le tribunal a en effet estimé que le délit reproché était contraire à la liberté d'expression reconnue par la Convention européenne des droits de l'homme. Conséquence indirecte de ce procès, le délit d'«offense à chef d'Etat étranger» fut supprimé en 2004.

L'affaire des «biens mal acquis» ou le recel de détournement d'argent public

«La France peut-elle rester une terre d'asile pour l'argent volé aux Africains ?» En pleine campagne présidentielle française, trois associations — dont Sherpa et Survie — ont porté plainte en mars 2007 à Paris pour soulever cette question. Elles ont accusé Omar Bongo

et quatre autres présidents africains de «recel de détournement d'argent public». Contre toute attente, le parquet de Paris, au lieu de classer la plainte, a ouvert une enquête préliminaire en juin 2007.

Cette décision, intervenue au moment de l'élection de Nicolas Sarkozy, avait été interprétée comme symbolique d'un désir de rupture avec la Françafrique. L'enquête de l'Office central de répression de la grande délinquance financière (voir *le Soir d'Algérie* du 11 mai 2009), dresse l'inventaire impressionnant des biens possédés en France par ces chefs d'Etat et leur famille.

Cette première plainte ayant été finalement «classée sans suite» en novembre 2007, une deuxième, assortie d'une constitution de partie civile, a été déposée en décembre 2008 par l'organisation non gouvernementale (ONG) Transparence International France, par Sherpa, ainsi que par un contribuable gabonais. Ce dernier a été interpellé et incarcéré au Gabon pendant douze jours à la fin de 2008 tandis qu'Omar Bongo dénonçait une «campagne de calomnies» contre le Gabon.

Le 5 mai 2009, la doyenne des juges d'instruction du pôle financier de Paris a jugé recevable la deuxième plainte, permettant l'ouverture d'une information judiciaire.

Dès le surlendemain, le parquet a fait appel de cette décision qualifiée d'«historique» par les plaignants en ce qu'elle reconnaît pour la première fois l'«intérêt à agir» en justice contre des chefs d'Etat, d'une ONG spécialisée dans la lutte contre la corruption.



A VOIR LE DIMANCHE 21 JUIN SUR FRANCE 5 À 20H29 «Les Médicamenteurs» ou les pratiques opaques de l'industrie pharmaceutique française

La chaîne de télévision France 5 diffusera le 21 juin à 20h29, heure algérienne, *Les médicamenteurs*, un documentaire étonnant qui met en lumière le phénomène grandissant de la surconsommation de médicaments dans les foyers français. Cette enquête stupéfiante, conçue comme un dessin animé, dévoilera les dessous de l'industrie pharmaceutique, qui délivre chaque année des milliers de gélules et de cachets, faisant ainsi de la France le premier consommateur de médicaments au monde.

Rythmé par une série de témoignages et des interviews exclusives, ce reportage d'investigation illustre les rouages de ce business devenu tabou. Un exemple concret vaut parfois mieux qu'une longue démonstration. C'est sur ce principe que cette enquête démarre son sévère réquisitoire contre les rouages de l'industrie pharmaceutique. Une enquête incontournable, menée

par Brigitte Rossigneux, journaliste au *Canard enchaîné*, Annick Redolfi et Stéphane Horel, journalistes indépendants. Des essais cliniques à la mise sur le marché, de l'évaluation thérapeutique à la fixation du prix, du matraquage marketing aux effets secondaires subis — en bout de chaîne — par les patients, les pouvoirs publics et l'industrie pharmaceutique y sont questionnés sans détours sur leurs responsabilités.

Essais cliniques tronqués, publications médicales biaisées, experts rétribués, marketing forcé, médecins harcelés... Tout est bon pour vendre un médicament.

Malheureusement, ces pratiques opaques et aux effets désastreux sont aussi largement répandues en Algérie, du fait notamment de la dépendance du marché algérien à hauteur de 75 % (!) par rapport à l'industrie pharmaceutique française.

MARCHÉS PUBLICS EN ALGÉRIE La révision de la caution est une éventualité

Jugée pénalisante par la majorité des opérateurs économiques, la caution de bonne exécution imposée au titre de passation des marchés publics n'est pas éligible à une éventuelle révision. C'est ce qu'a fait savoir récemment (dimanche 8 juin 2009) sur les ondes de la Chaîne III, le chef de division des marchés publics au ministère des Finances, Mohammed Bouzerd.

Fixée à 5% du montant du marché, cette caution représente «le minimum qui puisse être exigé d'un partenaire, dans la mesure où elle a pour objet de sécuriser le contrat et d'assurer sa bonne exécution», arguera-t-il. Aussi, a-t-il ajouté, cette disposition des marchés publics relève «d'un système universel et un dispositif sur lequel l'Algérie ne peut pas revenir». A propos des doléances des opérateurs économiques qui se plaignent de son niveau excessif, l'intervenant sur les ondes de la Chaîne III dira l'éventualité de sa révision à la baisse «dans un cadre concerté». Dans un autre registre, M. Bouzerd a déclaré que la marge de 15% consentie au profit des entreprises algériennes dans le cadre du régime de préférence nationale a eu «un impact très positif» sachant que «les pouvoirs publics acceptent de supporter un surcoût de 15% sur le budget d'équipement de l'Etat». Cette mesure, d'ailleurs, mal vue par l'OMC, notera l'intervenant, aura permis à certaines petites et moyennes entreprises de décrocher des marchés publics et de prendre part à plusieurs projets. Ce qui n'est pas de l'avis des PME qui réclament plus d'équité dans

l'octroi des marchés. Pour M. Bouzerd, les entreprises algériennes «doivent d'abord s'organiser, investir dans les moyens de réalisation» pour optimiser leur potentiel et accéder aux marchés. Dans le même ordre d'idées, il a affirmé que la révision, en 2008, du code des marchés a consolidé «la contribution des entreprises algériennes au programme de développement du pays» en ce sens que ce même code «consacre le principe de transparence, de concurrence et de libre accès à la commande publique».

M. Bouzerd a indiqué, à ce titre, que désormais l'ouverture des plis, technique et financier, qui se déroulait en deux séances sera réduite à une seule séance. Il annoncera également, la création de deux commissions nationales spécialisées, soit une commission de marchés des travaux et la commission de marchés des fournitures et des services. Une démarche dictée par la nécessité de répondre aux besoins du plan de charges du gouvernement, expliquera M. Bouzerd. Par ailleurs, «sur le plan procédural, un certain nombre de mesures pourraient être envisagées pour assouplir la procédure».

A nos lecteurs

Le «Soir corruption» du lundi 8 juin 2009 n'est pas paru pour des raisons liées à l'abondance de matière. Toutes nos excuses à nos lecteurs

DES MOTS POUR MIEUX COMPRENDRE

De la ploutocratie...

La ploutocratie — du grec ploutos = richesse et kratos = pouvoir — consiste en un système de gouvernement où l'argent constitue la base principale du pouvoir. D'un point de vue social, cette concentration du pouvoir dans les mains d'une classe sociale s'accompagne de fortes inégalités et d'une faible mobilité. Ce système est essentiellement basé sur une très forte corrélation entre le pouvoir politique et la richesse. Il existe de multiples exemples d'Etats où le pouvoir est exercé par une oligarchie (un petit nombre de personnes) de la richesse. Un ploutocrate est donc une personne qui exerce le pouvoir par l'argent et pour l'argent... à la kleptocratie Le mot kleptocratie vient du grec kleptos = voleur et de kratos = pouvoir, autorité. Etymologiquement la kleptocratie est un gouvernement de voleurs. La kleptocratie est une appréciation négative portée sur un gouvernement, un système politique, un pays dont les dirigeants pratiquent la corruption à grande échelle, à des fins d'enrichissement ou de pouvoir personnel, en particulier le blanchiment d'argent pour chercher à dissimuler l'origine de leur richesse.